



BULLETIN D'ANALYSE

Régions rurales et petites villes du Canada



Bulletin d'analyse — Régions rurales et petites villes du Canada
Vol. 1, n° 6 (avril 1999)

N° 21-006-XIF au catalogue

LES FACTEURS ASSOCIÉS À LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE LOCALE

Ray D. Bollman

FAITS SAILLANTS

- ◆ Un niveau de scolarité plus élevé des résidents d'une collectivité n'a que faiblement stimulé la croissance de l'emploi au cours des années 80.
- ◆ Les collectivités qui étaient plutôt spécialisées dans les emplois du secteur primaire et du secteur manufacturier traditionnel étaient relativement défavorisées dans les années 80.
- ◆ Le genre de région dans laquelle une collectivité était située avait des incidences considérables sur le taux de croissance économique locale. Les collectivités se trouvant dans des régions influencées par des centres métropolitains étaient favorisées par rapport aux autres collectivités.
- ◆ Un taux de chômage plus élevé dans certaines collectivités en 1981 n'indiquait pas une offre excédentaire de main-d'œuvre susceptible d'attirer des employeurs. En fait, la croissance des taux de rémunération était moins forte dans ces collectivités, qui ont ainsi pris plus de retard pendant les années 80.
- ◆ Au cours de la même décennie, les collectivités dont une plus grande part de la population avait de faibles revenus ont connu une croissance économique plus marquée que celle de la collectivité moyenne, par rapport à laquelle elles comblaient leur retard.
- ◆ Dans les années 80, la courbe de croissance des collectivités variait beaucoup. De nombreuses collectivités ont connu une croissance économique malgré les facteurs relevés dans le présent article qui limitaient la croissance de la collectivité moyenne.

Introduction

De nombreuses collectivités rurales cherchent des façons de stimuler la croissance économique locale. Certains facteurs de croissance sont particuliers à une période et à un lieu. Existe-t-il cependant d'autres facteurs locaux qui favorisent la croissance au fil du temps? Le présent article examine certains facteurs associés à la croissance économique locale.



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Bulletin d'analyse — Régions rurales et petites villes du Canada

ISSN 1481-0972

Rédacteur :

Ray D. Bollman

(bollman@statcan.ca)

Tél. : (613) 951-3747

Télécopieur : (613) 951-3868

Publié en collaboration avec le Secrétariat rural d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, le **Bulletin d'analyse — Régions rurales et petites villes du Canada** est une publication hors série de la Division de l'agriculture de Statistique Canada. On peut se le procurer sans frais à l'adresse http://www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/freepub_f.cgi.

Comité de revue : Denis Chartrand, Ross Vani, Robin Armstrong, Rick Burroughs, Heather Clemenson et Aurelie Mogan.

Remerciements particuliers à :

Roland Beshiri, Cindy Heffernan, Louise Larouche et Lucie Pilon.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada.

©Ministre de l'Industrie, 1999.

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, enregistrée sur ordinateur ou transmise, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autre, sans l'autorisation écrite préalable des :

Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises et les administrations canadiennes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Méthodologie

Dans le présent article, chaque unité d'analyse («collectivité») est une subdivision de recensement unifiée (SRU). Nous commençons par des subdivisions de recensement (SDR), qui sont généralement des villes et des municipalités constituées. Lorsqu'une municipalité entoure complètement une ville constituée, les deux SDR sont «unifiées» en une unité d'analyse que nous appelons «collectivité».

Les données sont tirées des recensements de la population de 1981 et de 1991; l'analyse porte donc sur la croissance économique des collectivités au cours des années 80. En particulier, nous avons fait une analyse de régression afin d'établir une corrélation entre nos mesures de la croissance économique des collectivités et des variables mesurant la situation initiale de la collectivité en 1981. Une analyse de régression permet de déterminer la corrélation entre la mesure du succès économique des collectivités et un facteur donné, toutes choses égales d'ailleurs. Par exemple, nous avons procédé à une estimation de la corrélation entre la croissance économique des collectivités et le niveau de scolarité moyen au sein de la collectivité, en tenant les autres facteurs constants, tels que le genre de région dans laquelle la collectivité est située, la part des emplois dans le secteur manufacturier, etc.

Différentes mesures de la croissance économique locale

Nous reconnaissons que le développement est un phénomène multidimensionnel et que le bien-être communautaire se mesure selon plus d'une dimension. Nous offrons quatre mesures du «développement» des collectivités locales qui, doit-on le reconnaître, sont étroitement liées au rendement du marché du travail :

1. le taux de croissance des gains¹ réels² moyens par travailleur de la collectivité;
2. le taux de croissance des taux de rémunération horaires réels moyens des travailleurs de la collectivité;
3. le taux de croissance de l'emploi dans la collectivité;

¹ Les «gains» comprennent les salaires et les traitements et tout revenu net d'un travail indépendant lié à l'exploitation d'une entreprise agricole ou non agricole. D'un point de vue conceptuel, cela équivaut à la multiplication du taux de rémunération horaire par le nombre d'heures de travail.

² Avant de calculer le taux de croissance des gains réels et des taux de rémunération réels, nous exprimons les données de 1990 en dollars constants de 1980.

4. le taux de croissance de la somme des gains des travailleurs de la collectivité³, qui sert d'indicateur global du développement économique des collectivités. Kusmin et coll. (1996) soutiennent que la croissance de la somme des gains des travailleurs de la collectivité (qu'elle découle de la croissance de l'emploi, de la croissance des gains par travailleur, ou des deux) constitue un indicateur unique utile du développement économique local.

Facteurs expliquant la croissance au sein des localités

Le niveau de potentiel humain local⁴

Les résultats montrent que le rapport entre nos mesures du niveau de scolarité dans la collectivité et nos mesures de la croissance économique locale est généralement faible (comme le résume le tableau 1). Un plus grand **nombre moyen d'années d'études des résidents de la collectivité** était associé à une croissance inférieure des taux de rémunération horaires moyens. La somme des gains des travailleurs de la collectivité affichait une croissance moins prononcée dans les collectivités où le niveau d'instruction était plus élevé parce que la croissance moindre de la rémunération n'était pas compensée par la croissance de l'emploi ou du nombre d'heures de travail. Il faut toutefois signaler que les collectivités où le nombre moyen d'années d'études était plus élevé ont fait état d'une croissance de l'emploi supérieure à celle de la collectivité moyenne.

Nous avons examiné une autre mesure du potentiel humain de la collectivité, à savoir **la part de la population ayant un faible niveau de scolarité et la part de la population ayant un niveau élevé de scolarité**. Les résultats révèlent que les secteurs où le niveau de scolarité était plus faible aussi bien que ceux où le niveau de scolarité était plus élevé étaient associés à un taux supérieur de croissance de l'emploi au cours des années 80. Les collectivités ayant des travailleurs peu spécialisés (comme en témoigne une part élevée de personnes dont le niveau d'instruction est faible) ont pu attirer des emplois pendant les années 80 et accroître leur niveau de rémunération au cours de cette période. Ainsi, les collectivités dont une plus grande part de la population avait un niveau d'instruction moindre étaient associées de manière significative à une croissance supérieure de la somme des gains des travailleurs de la collectivité.

Des études réalisées aux États-Unis (p. ex., Killian et Parker, 1991) n'ont fait ressortir aucun rapport significatif entre la croissance de l'emploi et les niveaux de scolarité dans la collectivité, si l'on tenait compte de la structure industrielle de l'emploi et du genre de région. Or, dans la présente étude, nous tenons compte de la structure industrielle de l'emploi et du genre de région et nous obtenons un rapport positif (bien que faible) entre la croissance de l'emploi et les niveaux de scolarité. Ainsi, au cours des années 80, des niveaux de scolarité élevés au sein de la collectivité semblent avoir été profitables dans le cas des collectivités canadiennes, mais non des collectivités américaines.

³ La somme des gains des travailleurs de la collectivité représente le total des «gains» de chaque personne qui réside dans la collectivité.

⁴ Le niveau de scolarité sert d'indicateur du niveau de potentiel humain de la collectivité.

Composition de l'emploi par secteur industriel

La spécialisation dans les emplois du secteur primaire était associée à une croissance inférieure de toutes les mesures des progrès réalisés dans les collectivités. La spécialisation de la collectivité dans le secteur manufacturier traditionnel était associée de manière significative à une croissance inférieure de l'emploi et à une croissance inférieure de la somme des gains des travailleurs de la collectivité. La spécialisation de la collectivité dans les emplois du secteur primaire et du secteur manufacturier traditionnel a limité le développement des collectivités au cours des années 80.

Facteurs locaux qui influencent le développement économique local

La **part de la population active composée de travailleurs autonomes** était faiblement associée à une croissance supérieure de la rémunération horaire, contrairement aux attentes. Toutefois, ce facteur n'était pas associé de façon significative à la croissance de l'emploi. Ainsi, les collectivités ayant une part plus importante de travailleurs autonomes n'étaient pas pour autant des collectivités «d'entrepreneurs» caractérisées par une croissance supérieure de l'emploi.

Une plus grande **part d'autochtones** dans la collectivité était associée à une croissance inférieure de l'emploi et à une croissance inférieure de la somme des gains des travailleurs de la collectivité. Malgré la forte croissance démographique chez les collectivités autochtones, la croissance de l'emploi était relativement moins prononcée, toutes choses égales d'ailleurs.

Un **taux de chômage** plus élevé dans la collectivité au cours de la période initiale a limité la croissance des taux de rémunération horaires, comme prévu. L'offre excédentaire apparente de main-d'œuvre au cours de la période initiale, ainsi que l'indique un taux de chômage plus élevé, n'a eu aucune incidence significative sur la croissance de l'emploi pendant la période subséquente.

Les collectivités ayant une plus grande **part d'emplois dans le secteur de l'enseignement** ont connu une croissance moins élevée de l'emploi, de la rémunération, des gains moyens et, par conséquent, de la somme des gains des travailleurs de la collectivité au cours des années 80. La présence d'un établissement d'enseignement n'a pas stimulé le développement économique local.

Une plus grande **part de migrations intérieures (arrivées) de personnes jeunes** au cours de la période précédente n'était pas associée à la croissance de l'emploi ni à celle des gains, mais elle était faiblement associée à une croissance inférieure de la rémunération. On a soulevé l'hypothèse selon laquelle cette variable indiquerait les secteurs qui laissent entrevoir une croissance au cours de la période subséquente.

Une plus grande **part de personnes âgées** dans la collectivité signalait le départ de personnes jeunes dans le passé et était associée à une croissance inférieure de l'emploi et à une croissance inférieure des gains.

Les **collectivités à vocation de retraite** semblent engendrer une croissance significative de la somme des gains des travailleurs de la collectivité sous l'effet d'une croissance significative de l'emploi.

Les collectivités comptant une plus grande **part de personnes pauvres** étaient associées à une croissance supérieure de toutes les mesures du développement économique des collectivités. Ces collectivités semblaient combler leur retard (c.-à-d. qu'elles connaissaient des taux de croissance relativement plus élevés) au cours des années 80.

La nature de la région au sein de laquelle la localité est située

Pour indiquer la nature de la région, nous adoptons la typologie élaborée par Hawkins (1995)⁵. Le genre de région dans laquelle la collectivité est située importe. Les collectivités de chaque genre de région ont connu une croissance inférieure à celle des collectivités de la catégorie de comparaison, à savoir les régions en pleine expansion du «paradis rural». La croissance de l'emploi était beaucoup moins marquée dans les collectivités des régions dites «régions rurales en déclin» que dans les collectivités des régions du «paradis rural» (les coefficients figurent dans le document de travail détaillé mentionné à la fin du présent article). En ce qui a trait à la croissance de la rémunération, à la croissance des revenus moyens et à la croissance de la somme des gains des travailleurs de la collectivité, ce sont les collectivités des «régions agrorurales» qui affichent la croissance la plus faible (c.-à-d. le coefficient négatif le plus important).

Comment lire le tableau 1

La première colonne renferme les variables qui mesurent la situation de la collectivité en 1981. La deuxième colonne présente les quatre mesures de la croissance économique locale faisant l'objet de l'analyse. La troisième colonne indique le rapport observé entre la variable de la première colonne et l'indicateur de croissance de la deuxième colonne.

Par exemple, la première variable représente le nombre moyen d'années d'études des résidents de la collectivité. La quatrième mesure de la croissance économique locale est la croissance du niveau d'emploi au sein de la collectivité de 1981 à 1991. On peut interpréter ainsi le résultat signalé, à savoir une croissance «supérieure» (quatrième ligne du tableau 1) :

«un niveau de scolarité plus élevé au sein d'une collectivité est associé à une croissance de l'emploi dans la collectivité qui est «supérieure» à celle qu'affiche une collectivité moyenne».

Comme autre exemple, la quatrième variable correspond à la part d'emplois dans la collectivité qui relèvent du secteur primaire. La première mesure de la croissance économique locale est la croissance du niveau global des gains des travailleurs de la collectivité de 1981 à 1991. On peut interpréter ainsi le résultat signalé, à savoir une croissance «**INFÉRIEURE**» (13^e ligne du tableau 1) :

«une part plus importante d'emplois dans la collectivité qui relèvent du secteur primaire est associée à une croissance de la somme des gains de la collectivité qui est «inférieure» à celle qu'affiche une collectivité moyenne».

⁵ On peut trouver une carte typologique dans Hawkins (1995), Hawkins et Bollman (1994), Bollman (1994) ou Fellegi (1996).

Tableau 1. Rapport entre les variables mesurant la situation de la collectivité en 1981 et différentes mesures de la croissance économique locale

Nom de la variable (situation en 1981)	Différentes mesures de la croissance économique locale :	La variable est-elle associée à une croissance «supérieure ¹ » ou «inférieure ¹ »
	Croissance de 1981 à 1991 des éléments suivants :	
Niveau de scolarité au sein de la collectivité		
Nombre moyen d'années d'études des résidents (âgés de 15 ans ou plus) de la collectivité	Somme des gains de la coll. Gains moyens par travailleur Taux de rémun. horaire moyen Niveau d'emploi dans la coll.	inférieure supérieure inférieure supérieure
Pourcentage de la population de la collectivité (âgée de 15 à 64 ans) ayant un niveau de scolarité inférieur à la 9 ^e année	Somme des gains de la coll. Gains moyens par travailleur Taux de rémun. horaire moyen Niveau d'emploi dans la coll.	SUPÉRIEURE n.s. supérieure supérieure
Pourcentage de la population de la collectivité (âgée de 15 à 64 ans) ayant fait certaines études post-secondaires	Somme des gains de la coll. Gains moyens par travailleur Taux de rémun. horaire moyen Niveau d'emploi dans la coll.	n.s. n.s. n.s. supérieure
Composition de l'emploi par secteur industriel dans la collectivité		
Pourcentage d'emplois du secteur primaire en 1981 dans la collectivité (agriculture, pêche, foresterie, extraction du minerai et du pétrole, chasse et piégeage)	Somme des gains de la coll. Gains moyens par travailleur Taux de rémun. horaire moyen Niveau d'emploi dans la coll.	INFÉRIEURE INFÉRIEURE INFÉRIEURE INFÉRIEURE
Pourcentage d'emplois dans les activités manufacturières «traditionnelles» en 1981 dans la collectivité (aliments et boissons, caoutchouc et plastique, textile, bois, ameublement, papier et métaux, etc.)	Somme des gains de la coll. Gains moyens par travailleur Taux de rémun. horaire moyen Niveau d'emploi dans la coll.	INFÉRIEURE n.s. supérieure INFÉRIEURE
Pourcentage d'emplois dans les activités manufacturières «complexes» en 1981 dans la collectivité (impression et édition, machines, aéronautique, produits électriques, produits du pétrole et du charbon, produits chimiques, industries du matériel scientifique et professionnel)	Somme des gains de la coll. Gains moyens par travailleur Taux de rémun. horaire moyen Niveau d'emploi dans la coll.	supérieure n.s. supérieure supérieure
Pourcentage d'emplois dans le secteur des «services aux fabricants» en 1981 dans la collectivité (services financiers, d'assurances, immobiliers et aux entreprises tels que comptabilité, consultation, conception de logiciels, etc.)	Somme des gains de la coll. Gains moyens par travailleur Taux de rémun. horaire moyen Niveau d'emploi dans la coll.	supérieure n.s. n.s. supérieure
Facteurs locaux influençant la variable dépendante		
Pourcentage de personnes dans la collectivité (âgées de 15 à 64 ans) qui étaient travailleurs autonomes en 1981 (travailleurs agricoles autonomes non compris)	Somme des gains de la coll. Gains moyens par travailleur Taux de rémun. horaire moyen Niveau d'emploi dans la coll.	n.s. n.s. supérieure n.s.
Pourcentage de personnes dans la collectivité en 1981 ayant des origines autochtones	Somme des gains de la coll. Gains moyens par travailleur Taux de rémun. horaire moyen Niveau d'emploi dans la coll.	inférieure n.s. n.s. inférieure

¹ Note : «n.s.» indique que le rapport était «non significatif».

La mention «supérieure» ou «inférieure» en minuscules indique un faible rapport.

La mention «SUPÉRIEURE» ou «INFÉRIEURE» en majuscules indique un fort rapport.

Tableau 1. Rapport entre les variables mesurant la situation de la collectivité en 1981 et différentes mesures de la croissance économique locale (suite)

Nom de la variable (situation en 1981)	Différentes mesures de la croissance économique locale :	La variable est-elle associée à une croissance «supérieure ¹ » ou «inférieure ¹ »
	Croissance de 1981 à 1991 des éléments suivants :	
Facteurs locaux influençant la variable dépendante		
Pourcentage de la population active dans la collectivité (âgée de 15 à 64 ans) sans emploi en 1981	Somme des gains de la coll. Gains moyens par travailleur Taux de rémun. horaire moyen Niveau d'emploi dans la coll.	INFÉRIEURE n.s. INFÉRIEURE supérieure
Pourcentage de personnes dans la collectivité (âgées de 15 à 64 ans) travaillant dans l'«industrie de l'enseignement»	Somme des gains de la coll. Gains moyens par travailleur Taux de rémun. horaire moyen Niveau d'emploi dans la coll.	INFÉRIEURE INFÉRIEURE INFÉRIEURE inférieure
Pourcentage de jeunes dans la collectivité (âgés de 25 à 29 ans) qui ont emménagé dans le localité au cours des cinq années antérieures à 1981	Somme des gains de la coll. Gains moyens par travailleur Taux de rémun. horaire moyen Niveau d'emploi dans la coll.	n.s. n.s. inférieure n.s.
Pourcentage de la population âgée de 55 à 74 ans dans la collectivité en 1981	Somme des gains de la coll. Gains moyens par travailleur Taux de rémun. horaire moyen Niveau d'emploi dans la coll.	INFÉRIEURE inférieure INFÉRIEURE INFÉRIEURE
Pourcentage de personnes âgées de 55 à 74 ans dans la collectivité en 1981 qui ont emménagé dans la localité au cours des cinq années antérieures à 1981	Somme des gains de la coll. Gains moyens par travailleur Taux de rémun. horaire moyen Niveau d'emploi dans la coll.	SUPÉRIEURE n.s. n.s. SUPÉRIEURE
Pourcentage de personnes dans la collectivité en 1981 vivant dans des ménages à revenus inférieurs à la médiane nationale (moins de 21 304 \$ en 1981)	Somme des gains de la coll. Gains moyens par travailleur Taux de rémun. horaire moyen Niveau d'emploi dans la coll.	SUPÉRIEURE SUPÉRIEURE SUPÉRIEURE supérieure
La nature de la région² au sein de laquelle la collectivité est située	(L'incidence de la région est évaluée PAR RAPPORT aux régions du «paradis rural»)	
«Régions principales» Divisions de recensement comprenant de grandes villes (comme Toronto, Vancouver, Montréal et Winnipeg)	Somme des gains de la coll. Gains moyens par travailleur Taux de rémun. horaire moyen Niveau d'emploi dans la coll.	inférieure INFÉRIEURE INFÉRIEURE inférieure
«Régions urbaines» Divisions de recensement comprenant de petites villes	Somme des gains de la coll. Gains moyens par travailleur Taux de rémun. horaire moyen Niveau d'emploi dans la coll.	INFÉRIEURE INFÉRIEURE INFÉRIEURE INFÉRIEURE
«Paradis rural» Divisions de recensement situées à proximité et bénéficiant de l'influence de centres métropolitains comme Toronto, Vancouver, Winnipeg et Montréal	Somme des gains de la coll. Gains moyens par travailleur Taux de rémun. horaire moyen Niveau d'emploi dans la coll.	s.o. s.o. s.o. s.o.

¹ Note : «n.s.» indique que le rapport était «non significatif».

La mention «supérieure» ou «inférieure» en minuscules indique un faible rapport.

La mention «SUPÉRIEURE» ou «INFÉRIEURE» en majuscules indique un fort rapport.

² Chaque collectivité («subdivision de recensement unifiée») est située dans une division de recensement.

Une division de recensement est généralement un comté dans l'est du Canada et une unité statistique infraprovinciale dans les autres provinces.

Tableau 1. Rapport entre les variables mesurant la situation de la collectivité en 1981 et différentes mesures de la croissance économique locale (fin)

Nom de la variable (situation en 1981)	Différentes mesures de la croissance économique locale :	La variable est-elle associée à une croissance «supérieure ¹ » ou «inférieure ¹ »
	Croissance de 1981 à 1991 des éléments suivants :	
La nature de la région² au sein de laquelle la collectivité est située	(L'incidence de la région est évaluée PAR RAPPORT aux régions du «paradis rural»)	
«Régions agrorurales» Divisions de recensement qui dépendent plus ou moins de l'agriculture et se situent généralement dans les Prairies et au Québec, au sud du Saint-Laurent	Somme des gains de la coll. Gains moyens par travailleur Taux de rémun. horaire moyen Niveau d'emploi dans la coll.	INFÉRIEURE INFÉRIEURE INFÉRIEURE INFÉRIEURE
«Régions rurales en déclin» Divisions de recensement situées en Gaspésie, au nord du Nouveau-Brunswick, au nord et au sud de la Nouvelle-Écosse et dans les régions portuaires isolées de Terre-Neuve	Somme des gains de la coll. Gains moyens par travailleur Taux de rémun. horaire moyen Niveau d'emploi dans la coll.	INFÉRIEURE INFÉRIEURE INFÉRIEURE INFÉRIEURE
«Régions productrices de ressources» Divisions de recensement qui dépendent assez fortement de l'exploitation forestière et minière en plus des ressources en capital humain des capitales (Yellowknife et Whitehorse)	Somme des gains de la coll. Gains moyens par travailleur Taux de rémun. horaire moyen Niveau d'emploi dans la coll.	INFÉRIEURE INFÉRIEURE INFÉRIEURE INFÉRIEURE
«Régions autochtones du Grand nord» Divisions de recensement comptant des proportions relativement élevées d'autochtones	Somme des gains de la coll. Gains moyens par travailleur Taux de rémun. horaire moyen Niveau d'emploi dans la coll.	n.s. INFÉRIEURE inférieure n.s.

¹ Note : «n.s.» indique que le rapport était «non significatif».

La mention «supérieure» ou «inférieure» en minuscules indique un faible rapport.

La mention «SUPÉRIEURE» ou «INFÉRIEURE» en majuscules indique un fort rapport.

² Chaque collectivité («subdivision de recensement unifiée») est située dans une division de recensement.

Une division de recensement est généralement un comté dans l'est du Canada et une unité statistique infraprovinciale dans les autres provinces.

Conclusions

Les résultats montrent que le rapport entre nos mesures du niveau de scolarité au sein de la collectivité et nos mesures du développement économique des collectivités est généralement faible. Contrairement aux conclusions des recherches effectuées aux États-Unis, nos constatations semblent indiquer que l'effectif de capital humain dans les collectivités rurales du Canada a bel et bien stimulé de façon positive (quoique faible) la croissance de l'emploi à l'échelle locale au cours des années 80. Un potentiel humain plus élevé au sein d'une collectivité (tel qu'il est mesuré par le nombre d'années d'études) est associé à une croissance supérieure de l'emploi dans la collectivité. Il était également associé à une croissance inférieure de la rémunération qui semble avoir un lien avec une somme inférieure des gains des travailleurs de la collectivité. Ainsi, un niveau de scolarité plus élevé dans une collectivité a stimulé l'emploi (dans une faible mesure cependant) pendant les années 80.

Il est essentiel d'améliorer le potentiel humain de la main-d'œuvre locale pour fournir des perspectives d'emploi aux gens, peu importe l'endroit où ils travailleront. Même si les ressources en capital humain sont essentielles à la participation à la nouvelle économie mondialisante, les stratégies de développement de l'économie locale devraient reconnaître qu'elles ne peuvent être axées uniquement sur le capital humain pour stimuler le développement de l'économie locale.

Les collectivités relativement spécialisées dans les emplois du secteur primaire et du secteur manufacturier traditionnel étaient relativement défavorisées au cours des années 80. Elles tendaient aussi à se situer dans des régions «agrorurales» et des régions dites «régions rurales en déclin», lesquelles étaient relativement défavorisées dans les années 80.

Le taux de chômage plus élevé dans certaines collectivités en 1981 n'indiquait pas une offre excédentaire de main-d'œuvre susceptible d'attirer des employeurs. En fait, la croissance des taux de rémunération était moins forte dans ces collectivités, qui ont ainsi pris plus de retard pendant les années 80.

Une plus grande part de personnes âgées dans la collectivité était associée à une croissance économique inférieure dans cette collectivité au cours des années 80. Une part plus importante de personnes âgées en 1981 fait conclure à un exode de jeunes jusqu'en 1980, présage des événements à survenir au cours des années 80, où la croissance économique était moins élevée dans les collectivités comptant une part plus élevée de personnes âgées.

Fait intéressant, les collectivités comprenant une part plus importante de personnes à faibles revenus ont connu, au cours des années 80, une croissance économique relative tandis qu'elles comblaient leur retard par rapport à la collectivité moyenne.

Pendant les années 80, la courbe de croissance des collectivités variait beaucoup. De nombreuses collectivités ont connu une croissance économique malgré les facteurs relevés dans le présent article qui limitaient la croissance de la collectivité moyenne. Autrement dit, bien d'autres facteurs que ceux à l'étude déterminent la croissance économique au sein de la collectivité.

Références

Bollman, Ray D. (1994). «A Preliminary Typology of Rural Canada», dans John M. Bryden (éd.), **Towards Sustainable Rural Communities: The Guelph Seminar Series** (Guelph : University School of Rural Planning and Development), p. 141-145.

Fellegi, Ivan P. (1996). **Comprendre les structures et tendances du Canada rural** (http://www.statcan.ca/francais/freepub/21F0016XIF/free_f.htm)

Hawkins, Liz (1995). **Étude cartographique de la diversité des économies rurales : une typologie préliminaire du Canada rural** (Ottawa, Statistique Canada, Série de documents de travail sur l'agriculture et le milieu rural, n° 29, n° 21-601-MPF95029 au catalogue).

Hawkins, Liz et Ray D. Bollman (1994). «Le Canada rural ne forme pas un tout homogène», **Un coup d'œil sur l'agriculture canadienne** (Ottawa, Statistique Canada, n° 96-301 au catalogue), p. 78-80.

Killian, Molly S. et Timothy S. Parker (1991). *Education and Local Employment Growth in a Changing Economy*. Chapitre 4 dans **Education and Rural Economic Development: Strategies for the 1990s** (Washington, D.C. : United States Department of Agriculture, Economic Research Service, Report No. AGES-9153), p. 93-113.

Kusmin, Lorin D., John M. Redman et David W. Sears (1996). **Factors Associated with Rural Economic Growth: Lessons from the 1980s** (Washington, D.C. : United States Department of Agriculture, Economic Research Service, Technical Bulletin No. 1850).

Pour obtenir plus de détails, voir le document de travail intitulé **Capital humain et développement rural : quels sont les liens?** (Ottawa, Statistique Canada, Série de documents de travail sur l'agriculture et le milieu rural, n° 39, n° 21-601-MPF99039 au catalogue). Pour commander, appeler la Division de l'agriculture de Statistique Canada au 1 800 465-1991 ou le Centre de consultation régional au 1 800 263-1136. On peut joindre Ray Bollman au (613) 951-3747 (bollman@statcan.ca).

Bulletins d'analyse – Régions rurales et petites villes du Canada (N° 21-006-XIF au catalogue)

Robert Mendelson et Ray D. Bollman
«Croissance démographique observée dans les régions rurales et les petites villes dans les années 90»
(Vol. 1, n° 1)

Robert Mendelson
«Tendances de l'emploi au sein de la population active non métropolitaine»
(Vol. 1, n° 2)

Robert Mendelson
«La composition des établissements commerciaux dans les petites et les grandes collectivités du Canada»
(Vol. 1, n° 3)

Jeff Marshall et Ray D. Bollman
«Les régimes de dépense des ménages ruraux et urbains, 1996»
(Vol. 1, n° 4)

Edward Ng, Russell Wilkins, Jason Pole et Owen B. Adams
«À quelle distance se trouve le plus proche médecin?»
(Vol. 1, n° 5)

Ray D. Bollman
«Les facteurs associés à la croissance économique locale»
(Vol. 1, n° 6)